

# Édito 133

## Rôle des Comptables dans le Développement Économique et politique **publiques** en matière de diplomation en expertise comptable

L'étude de l'IFAC sur le rôle du franchissement de la masse critique des diplômés d'expertise comptable, fixée à 500 experts comptables pour un million d'habitants, dans le développement économique aura-t-elle d'impact sur les politiques publiques tunisiennes en matière de diplomation en expertise comptable ?

La réponse peut paraître évidente. Malheureusement, l'histoire enseigne que les politiques publiques dans les pays sous-développés peuvent défier l'évidence et faire fi de toute intelligence publique. C'est d'ailleurs l'essence même de l'explication du maintien de ces pays en état de sous-développement. Néanmoins, si un tel rapport ne produit aucun impact sur les politiques publiques tunisiennes, cela amène à s'interroger sur l'ampleur du déficit d'intelligence et de bon sens des politiques publiques éducatives en Tunisie.



Selon l'IFAC (fédération internationale des experts comptables qui regroupe tous les ordres des experts comptables du monde (180) avec plus de 3 millions de membres, chaque seuil franchi de masse critique de 500 experts comptables pour un million d'habitants double le PIB par tête dans le cas de la Tunisie et de même pour tous les pays d'Afrique à l'instar de l'ensemble des pays du monde.

L'urgence et l'incertitude qui entourent les défis majeurs qui menacent la société tunisienne, avec en tête la propagation **de la corruption** et **son corollaire** la lutte contre la corruption et la **lutte contre la fraude** et la **gestion de la crise** des finances publiques, **ainsi que** les défis qui menacent la profession comptable, avec en tête l'accélération des perturbations de la technologie et de la numérisation et la perte

de crédibilité d'une profession qui a promis de produire la confiance (fournisseur de confiance) alors que le cour des événements indique malheureusement le contraire avec la propagation de la corruption et de la **perte de confiance interpersonnelle**, élèvent l'obligation de réformer les politiques publiques et de changement radical dans la profession **comptable moyennant** beaucoup d'innovations et de **recherche de** solutions innovantes au rang des impératifs à portée stratégique.

L'observation des expériences étrangères montre que la corrélation entre propagation de la corruption et profession comptable faible et complaisante est évidente. Il suffit, pour s'en convaincre s'il en fallait, d'observer l'état de tous les pays d'Afrique francophone (qui indique plutôt des professions d'experts comptables naines auxquelles correspond une propagation phénoménale de la corruption et de la fraude).

De même, tous les pays qui ont atteint un niveau élevé de conformité fiscale dans le monde se distinguent par une profession comptable robuste.

Ces éléments démontrent qu'en Tunisie, nul ne peut construire un système anti-corruption et anti-fraude robuste sans réformer la profession et la diplomation en expertise comptable pour permettre à la Tunisie d'espérer rejoindre les pays les plus avancés dans la perspective des 30 prochaines années. Un changement radical des politiques publiques aujourd'hui en matière de diplomation et de modernisation en expertise comptable permettra d'atteindre cet objectif d'accéder au rang d'un pays à profession comptable avancée en 2050.

**Une profession ne peut compter de façon effective et significative sans atteindre sa masse critique** : Au sens du dictionnaire, la masse critique désigne la taille satisfaisante pour effectuer quelque chose, pour avoir le pouvoir d'agir efficacement et exercer une influence effective et significative sur le cour des événements. La masse critique minimale pour la profession d'experts comptables est fixée par l'IFAC à 500 experts comptables pour 1 million d'habitants, soit dans le cas de la Tunisie, la masse critique minimale de la profession d'experts comptables est de 6000 experts comptables. Au rythme actuel de diplomation en expertise comptable en Tunisie, il faudra attendre plusieurs décennies pour y arriver, ce que les intérêts de la Tunisie et des tunisiens ne sauraient tolérer.

**Des politiques publiques à vision africaine** : Tous les pays africains, y compris la Tunisie, font face aux mêmes défis et vivent des problèmes de même nature à des degrés différents sans plus. Toutes les bonnes réformes et toutes les bonnes pratiques tunisiennes pourraient inspirer les réformes dans chacun des pays africains en situation similaire ou proche et tout particulièrement les pays d'Afrique francophone. En expertise comptable, des politiques publiques intelligentes conçoivent des réformes pour la Tunisie mais toujours à vision africaine.

**Abderraouf YAICH**